

<https://www.aefinfo.fr/depeche/689486>

Sabine Andrieu, Alice Bouviala, Alexandra Caccivio, Gwénaëlle Conraux, Camille Cordon...

10 min read

Grève du 23 mars : la mobilisation étudiante s'étend à de nouveaux établissements et diversifie ses

Une vingtaine de blocages et une trentaine d'occupations sont recensés par l'Alternative ce jeudi 23 mars, journée de grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites. Le mouvement de protestation gagne de nouveaux établissements (Panthéon-Assas, AgroParisTech, Insa Toulouse) et les modes d'action se diversifient. Certains étudiants mobilisés participent ainsi à des blocages économiques ou à des manifestations spontanées plutôt que de continuer à bloquer leurs lieux d'étude.



Des lycéens et étudiants, lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, le 11 mars 2023 à Paris. AEF - A.G.

Cette dépêche sera mise à jour dans la journée.

Les blocages et occupations de lieux d'étude se poursuivent ce jeudi 23 mars, jour de grève interprofessionnelle appelé par l'intersyndicale pour le retrait de la réforme des retraites. D'après l'Alternative, qui recense les protestations locales depuis le début du mouvement, une vingtaine de sites universitaires ou écoles seraient bloqués ce matin, et une trentaine occupés.

Au total, l'organisation étudiante revendique 80 établissements mobilisés le 23 mars. La veille au soir, le syndicat affirmait que 70 établissements étaient mobilisés (blocage, occupation, banalisation), soit un peu plus que le lundi 21 mars où l'organisation revendiquait 65 lieux d'étude mobilisés ([lire sur AEF info](#)).

Diversification des modes d'action

Par ailleurs, le 22 mars un rassemblement a eu lieu devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à l'appel de l'assemblée générale des personnels d'Île-de-France. Environ "un millier de personnes" y ont participé, d'après le Snesup-FSU.

Le recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, puis l'échec de la motion de censure transpartisane à neuf voix près, semblent donner un nouveau souffle à la mobilisation étudiante, plus de deux mois après la première journée de grève contre la réforme. Dans les universités impliquées depuis le début, les étudiants se tournent, ces derniers jours, davantage vers des actions de blocages économiques et participent à des manifestations nocturnes. En parallèle, la contestation s'étend à de nouveaux établissements d'enseignement supérieur, comme à AgroParisTech, à l'Insa Toulouse ou à l'université Paris-Panthéon-Assas.

Le point sur la mobilisation le 23 mars 2023

Île-de-France

Fait rare, l'**université Paris-II** est bloquée ce matin, indiquent Solidaires étudiant.e.s, l'Unef et l'Alternative. C'est la première fois depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites.

Le versement de la caisse de grève de l'**université de Paris-VIII** à celles des éboueurs (5 000 euros) doit se tenir vers midi à la Bourse du travail à Paris. Cette décision a été votée en AG lundi 20 mars, en même temps qu'une grève reconductible jusqu'au 24 mars. En ce neuvième jour de mobilisation, "les grévistes sont appelés à participer à des actions autour de chez eux (blocages et piquets de grève en soutien aux éboueurs, et aux agents de la RATP et de la SNCF)", précise à AEF info Hélène Nicolas, maîtresse de conférences à Paris-VIII, et syndiquée à la CGT Ferc-Sup.

Des étudiants de Solidaires Saint-Denis Paris-VIII annonçaient quant à eux ce matin le blocage de la mairie de Saint-Denis.

À Saclay, le campus d'**AgroParisTech** a été bloqué dans la matinée. "Nous avons pris l'initiative de passer les enseignements en distanciel et d'autoriser largement le télétravail", indique l'école.

À l'université **Versailles Saint-Quentin**, le campus de Sciences, situé à Versailles a été bloqué par l'Union des étudiants des Yvelines.

Une assemblée générale a réuni à **Cergy** le 22 mars une centaine d'étudiants, selon un membre du bureau national de l'Unef d'après qui c'est "une première depuis le CPE".

Des établissements ont fermé leurs portes, comme l'**université Paris-III**, qui était bloquée mardi par des étudiants ([lire sur AEF info](#)), ou encore le site Jussieu de **Sorbonne université**.

Occitanie

À l'**université Toulouse Capitole**, 200 étudiants se sont réunis, pour la première fois depuis le début du mouvement, sur le parvis de l'entrée principale, mardi 21 mars. Un collectif "UT1 en lutte" est créé. Il demande à la présidence "la levée de l'obligation d'assiduité les jours de mobilisation nationale".

À **Toulouse-II Jean-Jaurès**, une AG réunie le 21 mars a rassemblé "plus de 500 étudiants", selon plusieurs organisations. Dans la matinée, deux étudiants ont été placés en garde à vue après avoir participé à une action de barrage filtrant. Cette arrestation a entraîné un rassemblement devant le commissariat de Bellefontaine dans la journée, puis devant le palais de justice le lendemain. Un autre étudiant a également été placé en

garde à vue mercredi, suscitant un nouveau rassemblement devant le commissariat central.

Par ailleurs, dans la matinée de jeudi, le campus du Mirail a été bloqué par des étudiants, conformément à la décision de l'AG de mardi. Toute la matinée des assemblées se tiennent dans les UFR avant le départ en manifestation à 15 heures.

À **Sciences Po Toulouse**, les cours du diplôme, des **D.N.M** et du double diplôme **Insa/IEP** sont annulés jusqu'au vendredi 24 mars inclus, à l'exclusion des **D.U** Anglophone et Francophone, de la **L.A.P.** et des prépas concours, indique la direction mardi soir. Ces cours ne seront pas rattrapés. Depuis le 7 mars, les bâtiments sont occupés par des étudiants.

Pour la première fois depuis le début du mouvement, les étudiants de l'**Insa Toulouse** se sont mobilisés et ont organisé un barrage filtrant, empêchant l'entrée des voitures mais pas des piétons. Deux bâtiments ont annulé les cours de première année ce jeudi et les ont remplacés par des débats, indique la direction. Des AG étudiantes sont également prévues.

Nouvelle-Aquitaine

À **Bordeaux**, le site universitaire de La Victoire, qui abrite le collège des Sciences de l'homme d'**UBX**, s'ajoute à la liste des sites occupés par des opposants à la réforme des retraites, après Sciences-Po Bordeaux et l'**UBM**. La décision a été prise en assemblée générale, mardi après-midi, par quelque 300 étudiants, selon le décompte effectué par Le Poing levé et des étudiants ont dormi sur place dans la nuit de mardi à mercredi.

L'université de Bordeaux a pris la décision de fermer administrativement le site de La Victoire le 22 mars 2023 à partir de 7 heures "pour garantir la sécurité", précise l'établissement à AEF info. Ni les étudiants, ni les personnels n'ont accès aux locaux. Les équipes sont en train d'organiser la continuité pédagogique pour les filières de psychologie, anthropologie, sociologie et sciences de l'éducation, soit en recourant à l'enseignement à distance, soit en relocalisant les cours sur les autres campus. Les agents ont basculé en télétravail ou verront leurs postes relocalisés provisoirement dans d'autres locaux, indique encore UBX.

En Auvergne-Rhône-Alpes

Le campus de Bron de **Lyon-II** est de nouveau bloqué le 22 mars 2023, alors qu'il ne l'était plus depuis le 17 mars. Toute activité pédagogique a été annulée. Le 23 mars, ce sont des deux campus (Porte des Alpes et Berges du Rhône) qui sont bloqués.

Le campus des quais de **Lyon-III** (Palais de la présidence et bâtiment Athéna-Dugas) est également bloqué. "Les enseignements prévus ce matin sont annulés", indique l'établissement à AEF.



Pancarte de militants de l'ENS de Lyon mobilisés contre la réforme des retraites le 23 mars 2023.

| Droits réservés - DR

Un autre blocage concerne l'**ENS de Lyon** et est qualifié d' "historique" par une élue étudiante au CA, Anouk Taussac : "Les deux sites, littéraires et scientifiques, sont bloqués. Le site Monod n'avait jamais été bloqué, c'est un bon signe que la mobilisation s'y étende", estime-t-elle. "Toutes les activités administratives et d'enseignement sont annulées pour la journée sur les deux sites", indique la présidence.

L'**université Clermont Auvergne** n'observe de son côté "pas d'évolution notable de la mobilisation", la dernière AG ayant mobilisé 40 personnes. Après un "barrage filtrant" à la fac des lettres, un cortège étudiant est parti à 9h30 pour rejoindre la manifestation.

À **Saint-Étienne**, le campus Tréfilerie (SHS) de l'**UJM** était bloqué ce matin.

Paca

Depuis mardi soir, des étudiants occupent un amphithéâtre de la faculté **ALLSH** d'**Aix-Marseille université** à Aix-en-Provence. L'occupation a été reconduite mercredi midi par une AG qui a réuni jusqu'à 200 personnes. Une nouvelle AG est prévue ce jeudi 23 mars en fin d'après-midi.

Normandie

À l'**université de Caen**, un bâtiment du campus 1 est toujours bloqué. Il fait l'objet d'occupations depuis le 7 mars.

Hauts-de-France

"Pour des raisons de sécurité, les bâtiments d'enseignement du campus Cité Scientifique sont fermés ce jeudi 23 mars 2023", indique l'**université de Lille** sur Twitter. Les accès au campus de Villeneuve-d'Ascq ont été partiellement bloqués ce matin. Par ailleurs, des syndicats, dont SUD-Éducation, ont installé un "piquet de grève" au sein de la faculté de droit et de sciences politiques – qui n'est pas bloquée – pour lancer un appel à la manifestation et à la grève cet après-midi. Une assemblée générale des personnels est prévue vendredi 24 mars sur la Cité Scientifique.

L'établissement a rappelé hier, dans un message diffusé à l'ensemble des étudiants, les dispositions décidées par le CA en février pour les journées de mobilisation, à savoir "l'absence de contrôle d'assiduité" et "le report des examens prévus". De plus, "le

basculement des cours en distanciel n'est pas autorisé, sauf en cas de circonstances exceptionnelles ou inhabituelles." Cependant, "de nouvelles dispositions générales pourront être précisées prochainement", indique la présidence, qui a rencontré cette semaine les organisations syndicales.

L'**IEP de Lille** est également fermé toute la journée de ce jeudi, après avoir été bloqué le 22 mars, indique la direction, dans un message posté sur Facebook. "Toutes les activités prévues sont annulées" et "il est demandé aux enseignantes et enseignants qui le souhaitent d'enseigner en distanciel". "Ces fermetures mettent bien entendu en difficulté les étudiants et plus particulièrement les plus fragiles car l'ensemble de nos activités [dont la bibliothèque], et pas seulement les cours, est annulé", précise également le message.

Grand Est

"Les bâtiments Institut Le Bel, Chimie, Droit, Cardo sont bloqués par plusieurs groupes de manifestants", indique en début de journée l'**université de Strasbourg**, sur son fil Twitter. Une AG (en majeure partie étudiante) a réuni hier 150 à 200 personnes, selon Solidaires étudiants. Un barbecue est prévu ce midi sur le campus central, avant un départ en manifestation.

Le campus **L.S.H** de l'**université de Lorraine** est bloqué ce jeudi, une manifestation réunissant des étudiants et des personnels cette fin de matinée, indique la FSE Lorraine à AEF info.

Le campus nancéien de **Sciences Po** est bloqué depuis 6h30 ce jeudi, fait savoir le collectif "Sciences Po Nancy en lutte". Une AG est prévue en milieu de journée, avant le rassemblement fixé place Carrière cet après-midi.

Bourgogne-Franche-Comté

Les étudiants de l'**université de Bourgogne** ont bloqué jeudi matin l'un des ronds-points à l'entrée de l'université. Ils ont été rapidement délogés par la police. L'amphithéâtre Eicher, au pôle AAFE, reste occupé ; c'est le cas depuis le début du mouvement.

À l'**université de Franche-Comté**, l'UFR science du langage, de l'homme et de la société reste également bloquée, de même qu'une partie de l'UFR sciences et techniques. Les cours sont annulés.

Generated with Reader Mode